

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois le 09/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMICTOM de Sologne

rue du four à chaux
41600 NOUAN LE FUZELIER

Références : 2022 – 533/ PR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2022 dans l'établissement SMICTOM de Sologne implanté rue du four à chaux 41600 NOUAN LE FUZELIER. L'inspection a été annoncée le 24/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM de Sologne
- rue du four à chaux 41600 NOUAN LE FUZELIER
- Code AIOT dans GUN : 0010003969
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le SMICTOM de Sologne exploite un établissement de transit, regroupement de déchets dangereux (batteries) et non-dangereux (bois, papiers et cartons) et de traitement de déchets non-dangereux (broyage de déchets verts) en zone industrielle des Loaitières sur la commune de NOUAN-LE-FUZELIER.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle du respect des prescriptions de l' AP n° 41-2017-06-14-002.
- Suites de la visite d'inspection du 10/10/2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suites inspection 10/10/2019 NC4	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.3	Courier du 24/10/2019.	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 4.3.9 et 9.2.2.1	/	Sans objet
Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.3	/	Sans objet
Surveillance des effets sur les milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 9.2.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suites inspection 10/10/2019 NC1	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.1.4	Courier du 24/10/2019.	Sans objet
Suites inspection 10/10/2019 NC2	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.3.1	Courier du 24/10/2019.	Sans objet
Suites inspection 10/10/2019 NC3	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.2	Courier du 24/10/2019.	Sans objet
Suites inspection 10/10/2019 NC5	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 4.3.9 et 9.2.2.1	Courier du 24/10/2019.	Sans objet
Liste des installations concernées par une rubrique ICPE	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 1.2.1	/	Sans objet
Déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 1.2.3.1	/	Sans objet
Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 4.3.4	/	Sans objet
Implantation et aménagement	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.1.1	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.2.4	/	Sans objet
Déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.2.5.1	/	Sans objet
Transit et regroupement d'OMr	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.4.1	/	Sans objet
Transit et regroupement d'EMR et de JMR	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.4.2	/	Sans objet
Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 6.2.2, 6.2.3 et 9.2.5.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Comportement au feu des locaux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.1.1.2	/	Sans objet
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.2	/	Sans objet
Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.6 et 4.2.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le sens d'écoulement de la nappe doit être confirmé afin de vérifier si les trois piezomètres sont implantés correctement (un en amont et deux en aval du site).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suites inspection 10/10/2019 NC1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : La hauteur maximale des dépôts de déchets verts n'est pas matérialisée sur les parois des cases de stockage.
Constats : Conforme
Observations : Par courrier du 24/10/2019, l'exploitant a informé l'inspection qu'il allait procéder à la matérialisation de la hauteur des dépôts de déchets verts sur les parois des cases de stockage. L'inspection a pu constater que la hauteur maximale des dépôts de déchets verts est matérialisée sur les parois des cases de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites inspection 10/10/2019 NC2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des batteries usagées
Prescription contrôlée : Le sol des aires de stockage des déchets dangereux (batteries) n'est pas équipé de façon à pouvoir recueillir les éventuels fluides épandus accidentellement.
Constats : Conforme
Observations : Par courrier du 24/10/2019, l'exploitant a informé l'inspection qu'il s'était rapproché de fournisseurs afin d'acheter deux bacs de rétention. L'inspection a pu constater que les batteries sont stockées dans des caisses étanches sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites inspection 10/10/2019 NC3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Le rapport de vérification des installations électriques comporte de nombreuses observations portant notamment sur la mise à la terre des installations ; l'exploitant n'est pas en mesure d'attester de la levée de la totalité de ces observations.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté l'attestation Q18 de l'APAVE suite à la vérification des installations électriques du 15/10/2021. L'examen du Q18 fait apparaître que la vérification des installations électrique est complète et que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites inspection 10/10/2019 NC4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Les dispositifs de protection des installations contre la foudre prescrits par l'étude technique foudre n'ont pas été mis en place.
Constats : Le dispositif de l'installation de protection contre la foudre a été installé mais il subsiste une défectuosité.
Observations : L'exploitant a présenté le rapport de la première vérification complète du dispositif de protection des installations contre la foudre réalisée le 18/06/2020 par l'APAVE. L'examen du rapport fait apparaître que 3 non-conformités ont été relevées. L'exploitant a présenté le rapport de la vérification visuelle du dispositif de protection des installations contre la foudre réalisée le 08/06/2021 par l'APAVE. L'examen du rapport fait apparaître que 1 non-conformité a été relevée. L'exploitant a présenté le devis à la société GOUGEON relative à la levée de la conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites inspection 10/10/2019 NC5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 4.3.9 et 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
Prescription contrôlée : La teneur en matières en suspension de 150 mg/l mesurée en juin 2019 au niveau du point de rejet EP1 était supérieure à la valeur-limite de 100 mg/l.
Constats : Les derniers résultats d'analyses au point de rejet EP1 sont conformes.
Observations : Par courrier du 24/10/2019, l'exploitant a indiqué que la mesure a été réalisée pendant les travaux de mises en conformité du quai de transfert et de la plate-forme de déchets verts, ce qui peut expliquer le dépassement pour les MES au point de rejet EP1. L'exploitant a présenté les résultats d'analyses réalisées par EUROFINS le 10/06/2021 et le 02/12/2021. La concentration des MES est < 100 mg/l pour les deux analyses (respectivement 33 mg/l et 34 mg/l) au point de rejet EP1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Liste des installations concernées par une rubrique ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Tableau des rubriques
Constats : Conforme
Observations : La nouvelle situation administrative du site a été actée par lettre préfectorale du 30/03/2022 suite à la demande de bénéfice d'antériorité de l'exploitant pour la rubrique 2794 du 11/01/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 1.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximum autorisées sur site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Déchet</p> <p>Flux annuel (t/an)</p> <p>Volume</p> <p>Quantité maximale sur site</p> <p>Batteries usagées</p> <p>12</p> <p>1,3 m³</p> <p>1,6 t</p> <p>Ordures ménagères résiduelles</p> <p>9200</p> <p>355 m³</p> <p>140 t</p> <p>Encombrants non-recyclables</p> <p>800</p> <p>60 m³</p> <p>12 t</p> <p>Pneus usagés non-réutilisables</p> <p>6</p> <p>30 m³</p> <p>6 t</p> <p>Cartons</p> <p>150</p> <p>60 m³</p> <p>12 t</p> <p>Emballages ménagers recyclables</p> <p>960</p> <p>675 m³</p> <p>200 t</p> <p>Déchets végétaux ligneux</p> <p>750</p> <p>1050 m³</p> <p>210 t</p> <p>Journaux – magazines – revues</p> <p>800</p> <p>470 m³</p> <p>140</p> <p>Gravats et inertes</p> <p>50</p> <p>30 m³</p> <p>40</p>
<p>Constats : Les quantités maximales autorisées sont respectées pour les déchets contrôlés par sondage le jour de la visite.</p>
<p>Observations : L'inspection a procédé par sondage au contrôle quantités des batteries usagées, des OMr, des pneumatiques usagés et des déchets végétaux ligneux.</p> <p>Batteries : environ 150 kg</p> <p>OMr : environ 200 m3</p> <p>Pneumatiques : 0</p> <p>Déchets végétaux ligneux : environ 150 m3.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des séparateurs d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les équipements de traitement des eaux de lavage et eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté le BSD du 26/10/2021 de SOA relatif à l'enlèvement de 7,52 tonnes de boues de séparateurs d'hydrocarbures et le BSD du 10/03/2022 de SOA relatif à l'enlèvement de 7,52 tonnes de boues de séparateurs d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 4.3.9 et 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et VLE des rejets des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : EP1, EP2a, EP2b, EP3 Paramètre Concentration maximale (mg/l) MeS 100 DCO 300 DBO5 100 Hydrocarbures totaux 10 Indice phénols 0,3 Chrome hexavalent 0,1 Cyanures totaux 0,1 AOX 5 Arsenic 0,1 Métaux totaux (Pb + Cu + Ni +Cr + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al) 15
Constats : Les résultats d'analyses au point de rejet EP2b (aire de lavage des engins) ne sont pas conformes pour les paramètres : DCO, MES,DBO5 et métaux.
Observations : L'exploitant a présenté les résultats d'analyses des eaux pluviales aux points de rejet EP1, EP2a, EP2b, EP3 réalisés par EUROFINs en date du 10/06/2021 et 02/12/2021. L'examen ds résultats d'analyses montrent que les VLE ne sont pas respectées au point de rejet EP2b pour les MES (280>100 mg/l), la DCO (790 et 480 > 300 mg/l), la DBO5 (330 et 150 > 100 mg/l) et les métaux totaux (22 >15 mg/l). Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les actions correctives afin que les VLE soient respectées pour les paramètres concernés. L'exploitant a indiqué qu'il avait modifié le réseau afin que les rejets de l'aire de lavage des engins soient dirigés vers le réseau EU de la commune et plus dans le milieu naturel suite aux résultats d'analyses non conformes. Les rejets sont considérés comme des rejets industriels et il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du gestionnaire du réseau afin d'obtenir une convention de rejet qui devra être transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Implantation et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets verts
Prescription contrôlée : Les installations de broyage et de dépôt de déchets verts doivent être implantés à une distance d'au moins 5 mètres des arbres situés en limite de propriété. Des marquages au sol ou tout autre moyen doivent être réalisés afin de s'assurer du respect de cette distance. Le sol du dépôt et de ses abords est imperméable et recouvert d'un enduit lisse incombustible. Il est toujours maintenu et en parfait état d'entretien.
Constats : Conforme.
Observations : SO
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission et de refus d'admission des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre d'admission papier ou informatique où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets : <ul style="list-style-type: none">- le tonnage et la nature des déchets,- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur,- la date de la réception,- l'identité du transporteur,- le numéro d'immatriculation du véhicule,- le résultat des contrôles d'admission définis plus haut,- la référence du certificat d'acceptation préalable. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre de refus d'admission papier ou informatique où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus. L'exploitant reporte également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets admis sur son site. L'absence de ces informations doit conduire au refus de livraison. Les registres d'admission et de refus d'admission sont conservés pendant cinq ans.
Constats : Conforme pour les documents présentés.
Observations : L'exploitant a présenté le registre des déchets admis pour le mois de janvier. Les informations sont conformes à l'article 5.1.2.4. Il a indiqué qu'il n'y avait pas de refus de déchets sur le site, les refus de tri étant identifiés en déchetterie et lors de la collecte en porte à porte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">— la date de l'expédition du déchet ;— la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;— la quantité du déchet sortant ;— le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;— le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;— le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;— le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;— le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;— la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
Constats : Conforme pour les documents présentés.
Observations : L'exploitant a présenté le registre des déchets sortants pour le mois de janvier. Les éléments figurant dans le registre sont conformes à l'article 5.1.2.5.1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transit et regroupement d'OMr

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Transit et regroupement d'OMr
Prescription contrôlée : Les ordures ménagères résiduelles en transit ne sont pas entreposées plus de 24h sur le site. Exceptionnellement, l'équivalent d'une benne de collecte (19 t) peut être entreposé durant 48 h le week-end. Cet événement est consigné dans un registre mentionnant les dates d'entrée et de sortie des déchets ainsi que la quantité entreposée.
Constats : Conforme au vu des documents présentés.
Observations : L'exploitant a indiqué que les OMr sont régulièrement évacuées au vu du planning d'évacuation, du registre des déchets entrants et du registre des déchets sortants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transit et regroupement d'EMR et de JMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 5.1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de stockage
Prescription contrôlée : La hauteur de stockage des EMR et des JMR ne dépasse pas 5 m. Cette hauteur est matérialisée par un marquage visible sur les parois des alvéoles de stockage de ces déchets.
Constats : Conforme.
Observations : SO
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 6.2.2, 6.2.3 et 9.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de six mois puis tous les 5 ans par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des émissions sonores réalisé par l'APAVE en date du 24/06/2020. Les résultats sont conformes. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'émergence mesurée en période nocturne au point 4 au niveau de l'habitation située au 39 avenue de Toulouse est de 3db (émergence maximum autorisée).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.3.1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Résistance au feu
Prescription contrôlée : L'alvéole d'entreposage des déchets verts est bordée par des murs REI120 sur 3 côtés (Nord, Est et Ouest) de 3 m de hauteur. L'alvéole d'entreposage des déchets de journaux est bordée par des murs REI120 sur 3 côtés (Nord, Sud et Ouest) de 6 m de hauteur . L'alvéole d'entreposage des déchets d'emballages est bordée par des murs REI120 sur 2 côtés (Nord et Ouest) de 6 m de hauteur . Les murs extérieurs et les parois de la fosse d'entreposage des ordures ménagères résiduelles sont REI 120.
Constats : Conforme.
Observations : SO
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : Type de matériel Fréquence minimale de contrôle Extincteurs Annuelle
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté le bon d'intervention de la société DPS FRANCE du 25/05/2021 relatif à la vérification des extincteurs, RIA, BAES, du système de désenfumage et de la détection incendie. L'examen du bon d'intervention fait apparaître que 4 BAES sont HS et ont été remplacées le 10/09/2021. Les contrôles figurent sur le registre de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ressources en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;- un débit d'extinction de 30 m³/h durant 2 heures, soit un volume total de 60 m³ d'eau. Cette prescription pourra être réalisée par l'un des moyens suivants :<ul style="list-style-type: none">- au mieux par un poteau d'incendie de 100 mm normalisé, placé à 200 m maximum du risque à défendre, susceptible d'assurer un débit de 30 m³/h pendant 2 heures, sous une charge restante de 1 bar.- Ou, en cas d'impossibilité liée à l'incapacité du réseau public, par une réserve d'incendie, placée à 200 m maximum du risque à défendre, réalisée conformément à la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 (Les plans de celle-ci devront être soumis au du Service départemental d'incendie et de secours pour avis avant travaux). En tout état de cause, l'emplacement d'un point d'eau doit être accessible par des voies carrossables en toute circonstance et signalé. Il sera placé à plus de 30 mètres du risque à défendre et au plus à 5 mètres du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins incendie. Des réserves de sable meuble et sec sont convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres ; elles sont équipées de pelles. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Cette vérification doit intervenir au moins une fois par an.
Constats : Il est demandé à l'exploitant de fournir le justificatif du débit du PI n° 25 situé à l'entrée du site.
Observations : SO
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 7.6.6 et 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie.
Prescription contrôlée : L'exploitant aménage, pour chacun des bassins versants définis sur le plan à l'annexe xx du présent arrêté, une capacité de rétention permettant de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement). Le volume de chaque capacité est au minimum de 90 m ³ . La mise en œuvre de ces capacités se fait au moyen des dispositifs d'isolement des réseaux d'assainissement prévus à l'Article 4.2.4.2. du présent arrêté.
Constats : Conforme.
Observations : Le site dispose d'un bassin de 120 m ³ et de 2 bassins de 90 m ³ . Deux vannes A et B sont disposées pour diriger les eaux d'extinction incendie dans le premier bassin de 120m ³ . Deux vannes A et B sont disposées pour diriger les eaux d'extinction incendie dans le deuxième bassin de 90m ³ . Une vannes et une pompe de relevage sont disposées pour diriger les eaux d'extinction incendie dans le troisième bassin de 90m ³ . L'inspection a fait procéder à l'ouverture de toutes les vannes, le test s'est révélé satisfaisant. a noter qu'on ne peut pas visualiser la fermeture et l'ouverture effective des deux vannes associées au premier bassin de 120 m ³ . Il est demandé à l'exploitant de tracer sur un registre les entretiens et les essais des vannes et de la pompe de relevage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des effets sur les milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 9.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection une étude hydrogéologique visant à implanter les piézomètres nécessaires à la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site dans les conditions suivantes :</p> <p>1° Deux puits, au moins, sont implantés en aval du site de l'installation ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique ;</p> <p>2° Deux fois par an, au moins, en période de hautes et basses eaux, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude citée au point 1 ci-dessus ;</p> <p>3° L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances suivantes :</p> <p>PARAMÈTRES</p> <p>Conductivité ; température ; potentiel d'hydrogène (pH) ; potentiel d'oxydo-réduction (rh) et oxygène dissous.</p> <p>Métaux dissous : Al, As, Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn</p> <p>HCT : Hydrocarbures totaux</p> <p>COHV (PCE, TCE, Cis 1,2 DCE, CV)</p> <p>FRÉQUENCES Semestrielle en période de basses et hautes eaux</p> <p>Le comportement de chaque substance recherchée dans la nappe et ses phrases de risque sont intégrés dans chaque rapport d'analyse.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour chaque type de phase de substances recherchées (plongeante, flottante, dissoute...) en fonction de l'épaisseur de la nappe des eaux souterraines.</p>
<p>Constats : Les trois piézomètres ont été implantés mais le sens d'écoulement de la nappe doit être confirmé. Le cas échéant un piézomètre supplémentaire devra être implanté en aval du site.</p>
<p>Observations : Suite à l'étude hydrogéologique menée par la société EGEH. Le sens d'écoulement théorique de la nappe a été estimé au Nord Est.</p> <p>Trois piézomètres ont été implantés en juillet 2019 : PZ1 en amont hydraulique, PZ2 et PZ3 en aval hydraulique.</p> <p>L'étude de la qualité des eaux souterraines au droit du site a été réalisée en septembre 2019 par la société EGEH. L'étude conclut que suite aux mesures piézométriques réalisées au droit du site le 13/06/2019, le sens d'écoulement est orienté vers l'ouest, sud-ouest, contraire au sens supposé et peu cohérent avec celui mesuré sur le site voisin. De ce fait, les PZ2 et PZ3 seraient en amont du site et seul le PZ1 serait en aval du site ce qui est contraire à l'article 9.2.4.1.</p> <p>Les résultats d'analyses montrent des teneurs faibles en éléments métalliques, à l'exception du nickel et du zinc qui présentent des teneurs non négligeables dans les eaux du PZ1, seule la teneur en nickel dépasse la valeur de référence (valeur guide pour l'eau potable tirée des directives de l'OMS).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer le sens d'écoulement de la nappe par des relevés des niveaux statiques lors du prochain prélèvement des eaux souterraines.</p> <p>Le cas échéant un deuxième piézomètre devra être implanté en aval du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet